Châtenay-Malabry : finances de la commune

Commune · Hauts-de-Seine (92) · 35 924 habitants · tranche 20 000 à 49 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Châtenay-Malabry affichait un encours de dette de 48,4 M€, soit 1 348 € par habitant, une épargne brute égale à 7,2 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 12,3 ans.

Dette par habitant
1 348 €
48,4 M€ au total

Capacité de désendettement
12,3 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
7,2 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 409 € / hab.
50,6 M€ au total

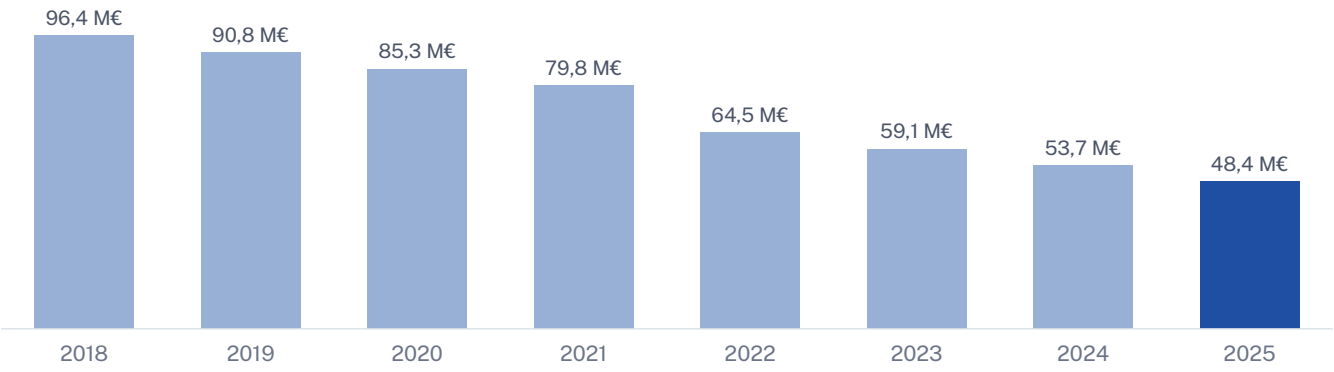
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 359 communes de 20 000 à 49 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 409 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	57,7 %	813 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	7,2 %	109 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Zone de vigilance).
Est-elle endettée ?	1 348 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Au-delà du plafond).
Investit-elle ?	155 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	982 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 96,4 M€ en 2018 à 48,4 M€ en 2025 (-49,7 %).

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	96,4 M€	8 %	27,7 ans	6 M€
2019	90,8 M€	8,7 %	23,2 ans	7,7 M€
2020	85,3 M€	9,7 %	19,1 ans	10,1 M€
2021	79,8 M€	7,4 %	24 ans	17,8 M€
2022	64,5 M€	7,7 %	17,9 ans	33,7 M€
2023	59,1 M€	5,8 %	20 ans	14,1 M€
2024	53,7 M€	4,1 %	24,9 ans	11,6 M€
2025	48,4 M€	7,2 %	12,3 ans	5,6 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Châtenay-Malabry	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	1 348 €	985 €	+36,9 %
Impôts locaux par habitant	982 €	1 024 €	−4,1 %
Frais de personnel par habitant	813 €	835 €	−2,6 %
Investissement par habitant	155 €	267 €	−42 %
Taux d'épargne brute	7,2 %	10,7 %	
Capacité de désendettement	12,3 ans	5,8 ans	

Jumelles : Conflans-Sainte-Honorine (78), Eaubonne (95), Sucy-en-Brie (94), Tournefeuille (31), Fontenay-aux-Roses (92), Cachan (94), Thiais (94), Saint-Médard-en-Jalles (33), Orvault (44), Pontault-Combault (77). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	33 413	35 924	+7,5 %	+1,8 %
Dette par habitant	2 717 €	1 348 €	−50,4 %	+2,6 %
Impôts locaux par habitant	790 €	982 €	+24,4 %	+22,9 %
Frais de personnel par habitant	700 €	813 €	+16,1 %	+13,3 %
Taux d'épargne brute	8,7 %	7,2 %	−1,5 point	−3,1 points
Capacité de désendettement	23,2 ans	12,3 ans	−10,9 ans	+0 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		2 688 €		2 793 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Châtenay-Malabry	Comparaison
Habitants (2023)	35 825	+11,3 % depuis 2012 (département : +4,3 %)
65 ans ou plus (2023)	15,6 %	département : 15,6 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	3,2 pour 100 habitants	département : 3,3
Salariés du secteur privé (2025)	5 137	+24,8 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	3 443	+1,9 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	119,2	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

16 870 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 7 600 emplois, soit 45 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	0 %	1,3 %	0 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	4 %	4,8 %	6,6 %	5,5 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	40,6 %	46,8 %	20,1 %	30,4 %
Professions intermédiaires	24,9 %	22,5 %	26,4 %	26,3 %
Employés	22,3 %	19 %	26,1 %	29,4 %
Ouvriers	8,3 %	6,9 %	19,5 %	8,3 %

Professions les plus exercées par les habitants : Hauts-de-Seine (92)

Profession	Habitants (environ)	Part
Chefs de projet, responsables informatiques et du conseil informatique	23 310	2,9 %
Ingénieurs et cadres d'études, de recherche et développement informatique et de production des données	21 850	2,7 %
Cadres de l'organisation, du contrôle des services administratifs et financiers	17 880	2,2 %
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	17 270	2,2 %
Cadres commerciaux (hors banque et assurance)	16 960	2,1 %
Cadres techniques de la banque, des assurances et des organismes de sécurité sociale	15 020	1,9 %
Cadres généralistes des services administratifs	14 580	1,8 %
Ingénieurs et cadres d'exploitation informatique (réseaux, systèmes, sécurité et support)	12 650	1,6 %
Chefs de produits et autres cadres du marketing	11 600	1,4 %
Cadres généralistes des services financiers et comptables	10 420	1,3 %
Secrétaires, employés de la bureautique	10 080	1,3 %
Cadres spécialistes des ressources humaines et du recrutement	9 690	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Hauts-de-Seine (92)) : 66 129 au moins, dont 37 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement en informatique et télécom	4 359	72,3 %
Serveurs de cafés restaurants	3 443	15,7 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	3 025	11,6 %
Artistes (musique, danse, spectacles)	2 239	1,8 %

Métier	Projets	Difficiles
Aides à domicile et auxiliaires de vie	1 903	48,8 %
Aides-soignants	1 860	22,2 %
Attachés commerciaux	1 800	27,7 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	1 507	15,5 %
Professionnels des spectacles	1 489	14,9 %
Agents de sécurité et de surveillance	1 392	33,4 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Châtenay-Malabry
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	1,4 M€ pour 4 projets
Par habitant	40 € (communes de même taille : 69 € ; département : 25 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	23,8 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2025	DSIL	Extension de la videoprotection	486 926 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Marchés publics (2021 à 2025)

Indicateur	Châtenay-Malabry	Hauts-de-Seine	Médiane des communes
Marchés attribués avec une seule offre	25,4 %	23 %	20 %
Marchés d'au moins 40 000 € HT passés sans mise en concurrence	0 %	4,8 %	0 %
Entreprises titulaires aujourd'hui fermées	2,1 %	3,6 %	0 %

Marchés publiés de 2021 à 2025 (données essentielles de la commande publique consolidées, data.gouv.fr) et répertoire Sirene du 01/11/2026. Repères à comprendre, pas des irrégularités.

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.